

# **En refusant de nommer les trois bourgmestres de la périphérie bruxelloise, plébiscités par leurs électeurs, le gouvernement flamand tourne le dos à la démocratie**

Olivier Maingain, président des Fédéralistes démocrates francophones, considère que le gouvernement flamand vient d'accomplir une nouvelle étape dans sa politique antidémocratique en annonçant son refus de nommer les bourgmestres de Linkebeek, de Crainhem et de Wezembeek-Oppem.

Après les décrets flamands refusant l'accès à la propriété et au logement social dans certaines communes aux francophones, aux Européens et à tous ceux qui ne sont pas d'expression néerlandaise, le gouvernement flamand s'enfonce dans un nationalisme que le « World Street Journal » avait, à juste titre, qualifié de « fascisme rampant ».

Cette évolution préoccupante amènera les FDF à interpeller une nouvelle fois le Conseil de l'Europe et les institutions européennes et internationales.

A Linkebeek, Crainhem et Wezembeek-Oppem, le suffrage universel a plébiscité trois candidats bourgmestres. Les majorités communales et les électeurs n'accepteront pas d'autres candidats bourgmestres que ceux qu'ils ont choisis.

Pour le président des FDF, cette nouvelle agression du gouvernement flamand confirme que la pacification communautaire en périphérie bruxelloise ne sera réelle qu'après le rattachement d'au moins six communes de la périphérie à la Région bruxelloise. Les francophones ne peuvent en aucun cas accepter une réforme de l'Etat ou un accord sur Bruxelles-Hal-Vilvorde sans que cette exigence ne soit rencontrée.



**Guy Debisschop - Porte-parole**